

*Budget—M. Clark*

De toute évidence, ce dont nous avons besoin, c'est d'une politique beaucoup plus généreuse d'encouragement de la petite entreprise. Ce qu'il faut, c'est instituer ce que j'ai proposé à plusieurs reprises dans tout le pays, soit un stimulant fiscal sous forme de crédit d'impôt pouvant aller jusqu'à concurrence de \$5,000 par an pour les Canadiens disposés à investir leur argent dans des petites entreprises qui sont la propriété de Canadiens. Cette mesure, nous en avons besoin maintenant. Elle aurait dû figurer dans le présent budget. Elle sera dans le nôtre.

Il faut agir sans délai et autoriser les chefs de petites entreprises à former des consortiums leur permettant d'être concurrentiels sur les marchés internationaux. Je sais que cette mesure fait partie d'un bill mort-né que le gouvernement actuel a présenté, comme il en a présenté beaucoup d'autres. Mais cette disposition devrait être retirée du bill et adoptée sous forme de loi immédiatement pour autoriser et encourager les chefs de petites entreprises canadiennes à aller de l'avant, à accroître leur activité et leurs marchés et à former le genre de consortiums qu'il leur faut pour être concurrentiels à l'étranger.

Je le répète, monsieur l'Orateur, le gouvernement doit suivre l'exemple de pays comme le Japon et les États-Unis—avec lesquels nous devons faire concurrence—et commencer à s'acquitter sérieusement du devoir qui lui incombe d'élaborer une politique d'achat qui n'avantage pas que ses amis des grandes entreprises mais qui au contraire confie une tranche importante de ses achats aux petites entreprises canadiennes. Là encore, c'est ce que nous ferons si on nous donne l'occasion de former le gouvernement.

L'action du gouvernement a également paralysé l'effort concurrentiel du Canada dans nombre de domaines. Nous avons parlé de l'industrie minière où nous avons perdu des milliers d'emplois à cause de la stagnation qu'a causé le conflit entre les divers échelons de gouvernement au sujet de la politique minière. Mentionnons aussi le domaine de l'agriculture, qui était l'une des priorités que défendaient les négociateurs canadiens à l'étranger mais dont on trahit maintenant les intérêts.

Je pourrais vous donner bien d'autres exemples, monsieur l'Orateur. Songeons aux conséquences néfastes sur le pays de l'abondante sortie de capitaux. Pendant la période de 30 ans antérieure à 1974, les capitaux entraient au Canada. C'était un pays qui attirait des investisseurs des quatre coins du monde. Mais depuis trois ans, il y a plus de capitaux canadiens investis à l'étranger qu'il n'y a de capitaux étrangers investis au Canada. Voilà qui traduit bien le manque de confiance que les investisseurs, tant canadiens qu'étrangers, éprouvent envers le gouvernement.

Voilà quelques-uns des torts qui ont été causés. Le gouvernement Trudeau a placé le Canada dans une bien mauvaise posture et malgré cela il prend maintenant de mauvaises décisions sur les mesures à prendre pour améliorer la situation. Il avoue reconnaître qu'il faut allier à une politique de restriction une politique de stimulant. Il avoue le reconnaître, même si le président du Conseil du Trésor (M. Andras) a déclaré, le 22 février dernier, face aux pressions exercées par les députés de ce côté-ci de la Chambre pour réduire son train de vie: «Nous avons réduit le superflu autant que possible». Telles sont les paroles du président du Conseil du Trésor, ce qui supposait

[M. Clark.]

que le gouvernement ne pouvait rien supprimer de plus. Mais c'était avant le premier des aveux nocturnes du 1<sup>er</sup> août, lorsque le premier ministre a annoncé qu'il avait découvert de nouveaux secteurs où il était possible de réaliser des économies.

Le fait est, monsieur l'Orateur, que dans son budget et en réalité depuis qu'il est au pouvoir le gouvernement a présenté des restrictions et des stimulants insuffisants. Je vais parler des restrictions. Celles qui ont été annoncées le 1<sup>er</sup> août me rappellent une constante de la politique économique du gouvernement: chaque fois qu'il doit annoncer des mesures importantes, le gouvernement envoie le ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Horner) à l'étranger. Le 1<sup>er</sup> août il l'avait expédié au Japon. Lorsque le ministre des Finances s'est enfin décidé à fixer une date pour la présentation du budget, le ministre voyageait aux Caraïbes. D'autres ministres, parmi nos vis-à-vis, ont visité récemment les Caraïbes, c'est le cas du ministre de la Consommation et des Corporations (M. Allmand). Je crois comprendre que de l'avis de certains de ses collaborateurs il aurait dû se faire accompagner du spécialiste au courant des questions discutés à la conférence et ils auraient paraît-il organisé une collecte pour payer ses frais de voyage.

**M. McGrath:** Il s'agissait du commissaire aux brevets.

**M. Clark:** Oui, c'est bien cela. Et connaissant l'estime que ses collaborateurs éprouvent pour le ministre de l'Industrie et du Commerce, je ne serais pas étonné s'ils avaient fait la quête pour lui permettre de prolonger son séjour aux Caraïbes.

Le 1<sup>er</sup> août, à la surprise de tous le gouvernement a annoncé un programme de restrictions. Beaucoup d'entre nous se demandaient en quoi il allait consister, quelles en seraient les priorités et sur quels critères le gouvernement se baserait pour effectuer les compressions. Si l'on observe les domaines où elles ont été faites, il est extrêmement difficile d'en tirer des conclusions sensées. A un certain moment, j'ai pensé avoir découvert la solution: les restrictions s'appliquaient aux programmes relevant des ministres les moins acharnés à défendre leur empire personnel.

Monsieur l'Orateur, je sais qu'il est difficile d'effectuer des comparaisons entre ministres forts et faibles dans un cabinet comme celui-ci; pendant un certain temps j'ai cru que c'était la norme, mais je m'étais trompé. A mon avis, il ressort clairement que le gouvernement du Canada—et c'est une constatation très grave—comprime les dépenses affectées aux projets qu'il savait suffisamment populaires ou nécessaires pour susciter de rigoureuses protestations. Ce que le gouvernement voulait, c'est dire aux Canadiens: «Regardez, nous effectuons des restrictions et des compressions mais à quoi le voyez-vous? Bien sûr, nous affrêtons des avions pour aller assister aux matchs de la coupe Grey, et cetera mais maintenant les gens nous prennent au sérieux. Il suffit d'écouter les plaintes et des récriminations de tous ces gens. Autrement dit, ce qui les intéressait quand ils ont dressé la liste des cibles sur lesquelles devraient porter leurs mesures d'austérité, ce n'était pas tant l'ampleur des économies qu'ils pourraient réaliser que l'ampleur des protestations qu'elles déclencherait. Si les protestations étaient vigoureuses, aux yeux du gouvernement ce serait la preuve que ses restrictions n'étaient pas pour de la blague.